



ASSEMBLÉE NATIONALE

13ème législature

universités

Question au Gouvernement n° 174

Texte de la question

UNIVERSITÉS

M. le président. La parole est à M. Patrick Verchère, pour le groupe de l'Union pour un mouvement populaire.
M. Patrick Verchère. Madame la ministre de l'enseignement supérieur et de la recherche, alors que, pour la première fois depuis vingt ans, un gouvernement décide de faire de l'enseignement supérieur une grande priorité nationale, voilà que des mouvements ont lieu dans certaines universités pour remettre en cause cette ambition historique.

Comme la majorité de mes collègues, j'ai été particulièrement choqué par les images de violences et les dégradations perpétrées sur certains sites universitaires, à Paris comme en province. (*Applaudissements sur de nombreux bancs du groupe de l'Union pour un mouvement populaire.*) Des minorités d'extrême gauche, aux méthodes et aux idées archaïques, protestent de façon purement dogmatique contre cette réforme, pourtant élaborée dans le dialogue et la concertation.

Devant le retard que nos universités ont pris par rapport à de nombreux pays européens, la modernisation de l'enseignement supérieur apparaît comme une évidence,...

M. Roland Muzeau. Quelle est la question ?

M. Patrick Verchère. ... sauf aux yeux de quelques rétrogrades qui n'ont pas encore changé de siècle.

Comme de nombreux Français, je suis particulièrement choqué de voir que certains bafouent des votes démocratiques, alors qu'ils sont les premiers à dénoncer une prétendue absence de démocratie. Mais qu'a-t-on à vous reprocher ? De mettre des moyens financiers à la hauteur de vos ambitions ? De tenir les engagements pris par le Président de la République devant les électeurs ? (*Exclamations sur les bancs du groupe de la Gauche démocrate et républicaine.*)

Madame la ministre, des craintes se sont exprimées ; vous les avez dissipées une à une. La parole d'un ministre vaudrait-elle moins que celle de quelques étudiants, porte-voix en main ? Si, en art, toute répétition est nulle, en politique, c'est souvent la seule façon de faire passer ses idées et ses réformes. Aussi, madame la ministre, pouvez-vous préciser une nouvelle fois devant la représentation nationale l'envergure des moyens, notamment financiers, que le Gouvernement entend mobiliser pour mettre en oeuvre cette réforme urgente de notre enseignement supérieur ? (*Applaudissements sur les bancs du groupe de l'Union pour un mouvement populaire et du groupe Nouveau Centre.*)

M. le président. La parole est à Mme la ministre de l'enseignement supérieur et de la recherche.

Mme Valérie Pécresse, *ministre de l'enseignement supérieur et de la recherche*. Monsieur le député, vous avez évoqué les blocages qui, dans certaines universités, entravent la réussite des étudiants. Je réaffirme ici solennellement devant la représentation nationale que je condamne fermement ces actions....

M. Alain Néri. C'est vous qui n'allez pas tarder à être condamnée !

Mme la ministre de l'enseignement supérieur et de la recherche. ... qui sont source d'affrontements, de violences et de dégradation et j'appelle à nouveau tous les syndicats et tous les partis politiques présents dans cet hémicycle à les condamner sans équivoque. (*Applaudissements sur les bancs du groupe de l'Union pour un mouvement populaire et du groupe Nouveau Centre.*)

En juillet, lorsque j'ai présenté ici même la loi sur les libertés et les responsabilités des universités, je m'étais engagée à revenir devant vous à l'automne avec un budget inédit, d'une ampleur historique, doté d'1 milliard

d'euros supplémentaires pour les universités.

M. Jacques Desallangre. Quinze fois moins que pour les riches !

Mme la ministre de l'enseignement supérieur et de la recherche. C'est chose faite.

Mme Jacqueline Fraysse. Ce n'est pas vrai !

Mme la ministre de l'enseignement supérieur et de la recherche. En 2008, le budget des universités augmentera bien d'1 milliard, c'est-à-dire de 8 %, d'abord au profit des étudiants.

Pour que les universités soient accueillantes et qu'ils aient envie d'y étudier, 310 millions d'euros supplémentaires seront consacrés à l'immobilier universitaire, 1 milliard supplémentaire pour les campus, les amphis et les bibliothèques.

Ensuite, parce qu'être étudiant, c'est aussi acquérir son autonomie, nous nous fixons, en matière de logement étudiant, les mêmes objectifs que ceux du plan Anciaux : 5 000 logements neufs, 7 000 rénovations. Ainsi 155 millions sont ajoutés au budget du logement étudiant.

M. Jean Glavany. Pas un emploi créé !

Mme la ministre de l'enseignement supérieur et de la recherche. Par ailleurs, en deux ans, 100 millions d'euros supplémentaires contribueront à augmenter le pouvoir d'achat des étudiants boursiers, notamment des plus défavorisés, et permettront d'étendre les bourses aux classes moyennes.

Enfin, la réussite en licence sera notre grand chantier cette année, car 40 % des étudiants échouent en première année.

M. le président. Veuillez conclure madame la ministre.

Mme la ministre de l'enseignement supérieur et de la recherche. Nous allons donc améliorer l'orientation, développer le tutorat pour ceux qui sont le plus en difficulté, proposer des cours supplémentaires pour consolider les acquis et créer un bureau d'insertion professionnelle dans chaque université.

Vous le voyez, les moyens promis sont là. C'est un budget pour les étudiants. *(Applaudissements sur les bancs du groupe de l'Union pour un mouvement populaire et du groupe Nouveau Centre.)*

Données clés

Auteur : [M. Patrice Verchère](#)

Circonscription : Rhône (8^e circonscription) - Union pour un Mouvement Populaire

Type de question : Question au Gouvernement

Numéro de la question : 174

Rubrique : Enseignement supérieur

Ministère interrogé : Enseignement supérieur et recherche

Ministère attributaire : Enseignement supérieur et recherche

Date(s) clé(s)

Question publiée le : 21 novembre 2007

La question a été posée au Gouvernement en séance, parue dans le journal officiel le 21 novembre 2007